

DONNER DE L'ESPACE PUBLIC À LA NUIT

LE CAS DES CENTRES URBAINS EN GRANDE-BRETAGNE

Justin O'Connor

Jusqu'à une date très récente, les débats sur les politiques concernant le temps et la ville – sur la « ville des 24 heures » – avaient tendance à se restreindre à la question de l'économie de la nuit (*Night-time Economy – NTE*). Les débats autour de l'économie de la nuit sont maintenant devenus partie intégrante des stratégies de revitalisation de nombreux centres urbains au Royaume-Uni. Les économies de la soirée et de la nuit ont réalisé cette migration des marges au centre des agendas politiques des années 1990. Autrefois objet d'une législation et de pratiques répressives et restrictives, le développement d'une économie de la nuit est maintenant considéré comme un attribut-clé pour toute ville qui tente de restructurer et de régénérer son centre-ville. La désignation « ville des vingt-quatre heures » est devenue un instrument de marketing séduisant pour des villes désireuses de se réinventer elles-mêmes, de demeurer ou de devenir compétitives au niveau national, européen ou global.

En dehors de tout horaire

Comme le rapport « En dehors de tout horaire » de Comedia, la première conférence sur « la ville des vingt-quatre heures » organisée à Manchester en 1993¹ essayait de centrer l'attention des aménageurs et des décideurs politiques sur le potentiel et les problèmes inhérents à l'économie de la nuit des villes britanniques. Elle tentait de présenter une vision holistique de la ville et des opérations de l'économie de la nuit qui s'y déroulent.

Depuis lors, on a assisté à une dérégulation limitée de la législation et des structures qui étouffaient les villes depuis si longtemps. Par exemple, l'abandon de l'exigence de démontrer le « besoin », lors de la demande d'une nouvelle licence de débit de boissons, a abouti à des investissements privés très importants dans de nombreux centres-villes, et à la création, pour la première fois depuis des décennies, d'une masse critique d'activités dans de nombreux centres-villes. Les conseils municipaux ont réalisé que leurs pouvoirs d'accorder des licences de divertissements publics, en plus des licences de débits de boissons, leur autorise un degré de flexibilité ignoré antérieurement. Là où un dialogue régulier entre magistrats, conseils municipaux et forces de police est instauré, une flexibilité supplémentaire et une variété des disposi-

tions peuvent apparaître. L'« animation culturelle » et l'« usage mixte » sont devenus un langage commun pour tout conseiller ou tout aménageur qui se respecte. Il s'est produit des changements d'attitude significatifs à travers le pays, qui ont contribué à transformer l'économie de la nuit de nombreux centres-villes dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

L'investissement atteint des niveaux record. À Manchester quelque 50 nouveaux cafés et restaurants ont ouvert au cours des 18 derniers mois. Le nombre d'établissements ayant une licence dans le centre-ville est actuellement bien supérieur à 300 ; chiffre maintenant supérieur à ce qu'il était dans les années 1960, avant la destruction réalisée pour faire place au célèbre centre commercial *Arndale*. Leeds a orchestré une superbe campagne de presse à l'appui de son initiative en faveur de la ville des vingt-quatre heures. D'innombrables colonnes de journaux et des investissements internes importants ont transformé l'image de Leeds : une ville industrielle austère s'est transformée en une métropole post-industrielle florissante.

Cependant il ne s'agit pas seulement de bars et de jeunes gens. Par un retournement d'une tendance vieille d'un siècle, vivre dans la ville est désormais une option viable pour des milliers de personnes, lorsque la collectivité locale et le secteur privé prennent conscience du potentiel de ceux qui résident dans le centre. D'anciens entrepôts et bâtiments industriels sont maintenant reconvertis en logements pour étudiants ou en lofts, alors que des projets « *new build* » offrent la possibilité de combiner le travail, la résidence et les loisirs en un même lieu. Les personnes qui recherchent ce nouveau style de vie urbaine ne se conforment pas aux stéréotypes des médias. Notre recherche montre que ces gens ne sont pas le *yuppie* archétypique des années 1980, mais relèvent d'une grande diversité d'âges, de groupes sociaux et culturels. L'infra-

1. Cette conférence était organisée par l'Institut pour la culture populaire et les cultures urbaines de Manchester, avec le soutien du Conseil municipal de Manchester. Elle tentait de prendre une vision holistique de l'économie de la nuit dans le contexte de déclin urbain. Elle prenait comme point de départ un grand nombre de questions posées par le rapport de Comedia qui étudiait l'économie nocturne de 12 villes de Grande-Bretagne.



Jeunes dans un bar la nuit, en Europe.

structure nécessaire de magasins et de nouveaux supermarchés urbains apparaît maintenant en même temps que les cafés et restaurants. Les centres-villes ont acquis une nouvelle confiance en eux-mêmes et les populations locales s'y prêtent, la vie urbaine est redevenue désirable, l'hémorragie d'habitants s'est ralentie et la tendance s'est même inversée.

Un remède rapide ?

Les aspirations et les objectifs du projet «en dehors de tout horaire» et de la première conférence ont-ils été accomplis ? Les causes des problèmes qui ont alors été identifiés ont-elles été traitées d'une manière convaincante et cohérente ? Les débats à propos de l'économie de la nuit ne sont-ils pas tout simplement en train de devenir la nouvelle orthodoxie pour une gestion des centres-villes orientée vers les commerces de détails, la rente foncière et une consommation voyante ?

En tant que nation, nous souffrons encore d'une certaine schizophrénie à propos de la nuit qui n'est peut-être pas aussi marquée dans les autres pays d'Europe. Selon une étude récente, 50 % de la population a encore peur de sortir la nuit². On n'a guère commencé à explorer les usages créatifs du temps et de l'espace dans la ville. Les questions de l'exclusion sociale d'une ville de plus en plus privatisée sont un rappel frappant de la fragilité de cette perception d'un redressement de la fortune de la ville. Les politiques qui traitent des transports publics et de leurs alternatives se ressentent encore du poids mort de la bureaucratie et d'un manque singulier d'imagination. Un intérêt renouvelé pour l'architecture et l'esthétique n'a pas empêché l'installation de bâtiments étranges qui témoignent d'un manque de sensibilité, ainsi que d'un «art public» déplorable. Des partenariats public/privé sont souvent l'objet de beaucoup moins de vérifications et de discussions que les projets «publics» antérieurs. La perspective que les villes aient un développement durable

apparaît aussi éloignée que jamais, car l'expression devient un simple objet rhétorique pour consultants, aménageurs et partenaires de l'Hôtel de ville.

Les débats autour de l'économie de la nuit sont complexes et imbriqués, souvent difficiles et à large portée, mais ils sont tous enracinés dans les structures, les attitudes et les cultures des villes britanniques qui ont évolué au cours de plus de deux siècles. Celles-ci sont incarnées par ceux qui vivent, travaillent et se distraient dans la ville, aussi bien que par ceux qui chercheraient à les diriger. Les débats autour de l'économie de la nuit devraient avoir pour objet de créer des villes pour ceux qui y vivent. Ils devraient tenter de redéfinir les relations entre le citoyen et la ville, à un moment où nous allons rapidement vers la

fin de siècle.

Le débat sur la «ville de vingt-quatre heures» n'a jamais eu pour signification d'être un «remède rapide» aux maux urbains tels qu'ils sont perçus, ni un autre outil dans l'arsenal des services de communication ou de marketing des villes. Il s'agissait d'une tentative de réexamen de certains des problèmes fondamentaux auxquels étaient confrontées nos villes dans le sillage d'une désindustrialisation massive et d'un sous-investissement catastrophique de la part des collectivités locales au cours des années 1980. Le débat devrait tenter de poser des questions, et non pas seulement d'arranger les choses, il avait également en premier lieu à découvrir ce qui allait mal.

Pourquoi existait-il envers la ville un sentiment de prévention de la part de ceux qui avaient en leur pouvoir d'avoir une attitude différente ? Pourquoi la ville la nuit est-elle encore considérée comme un problème qui doit être réglementé et canalisé, plutôt que comme une ressource prête à être développée et améliorée par ceux qui comprennent quel en est le potentiel ? Pourquoi le même respect et les mêmes privilèges ne sont-ils pas accordés à ceux qui se sentent chez eux dans la ville, la nuit – propriétaires de bars, promoteurs de clubs, restaurateurs, consommateurs et ceux qui appartiennent aux industries culturelles – qu'à ceux qui s'activent pendant la journée de 9 heures du matin à 17 heures ?

Ces débats sont universels, mais également spécifiques au Royaume-Uni. Pourquoi avons-nous l'économie nocturne la plus excitante et pourtant la plus réglementée et la plus contrôlée ? Et qu'avons-nous à faire pour mettre sur pied une économie nocturne conviviale, démocratique et ouverte pour le siècle prochain ? Comment et pourquoi l'économie nocturne au Royaume Uni est-elle si différente de celle de nos partenaires européens auprès desquels nous cherchons l'inspiration ? Pour recentrer ces

2. D'après *The Freedom of the City, Demos*, 1996.

questions il est nécessaire de nous rappeler comment nous en sommes arrivés là; de regarder comment nos villes sont tombées en déclin.

Le déclin des centres-villes

Les années 1980 ont vu la réapparition d'un intérêt pour les centres-villes comme points focaux, mais aussi symboliques, d'un mode de vie spécifiquement urbain qui s'était apparemment érodé au cours des années 1970. La désindustrialisation des anciennes régions industrielles a laissé de larges secteurs des anciens centre-villes à l'abandon, avec l'ébranlement de l'identité locale et régionale occasionné par cette crise économique – et que cet abandon symbolisait fortement. Dans les villes industrielles



L'attente des derniers dîneurs.

du nord de l'Angleterre, de l'Écosse, du nord de la France, de la Ruhr et des Pays-Bas – une crise d'identité collective pouvait être perçue au début des années 1980.

Au cours du boom économique qui a commencé au début des années 1980, les centres d'affaires (*Central Business Districts* – *CBD*) qui tentaient de se maintenir dans de nombreuses villes au milieu des années 1970, se sont mis à représenter un capital fixe que les entreprises étaient extrêmement hésitantes à amortir. Le problème ne se posait pas seulement en termes de bâtiments, mais aussi de terrains et de valeurs foncières³. L'essor du capital « libre » dans le contexte de la restructuration signifiait que ce capital était susceptible, en s'investissant, de recouper la « vraie » valeur des quartiers centraux. Dans les nouveaux modèles de régénération urbaine proposés par les aménageurs nord-américains, les quartiers adjacents aux districts centraux étaient plus qu'une prime inattendue, ils étaient essentiels pour le processus de régénération dans son ensemble. Les aménageurs devaient

recupérer non pas seulement la valeur foncière, mais aussi le « capital culturel » représenté par les quartiers centraux – qu'ils recréaient comme les sites d'une nouvelle « urbanité ». Ces opérations étaient centrées sur les loisirs, une consommation haut de gamme et un style résidentiel prestigieux. Pour y parvenir, ils se faisaient l'écho du « nouvel esprit bohème » apparu au cours du processus de gentrification pionnier de Soho et de Greenwich, dans les années 1970⁴.

La gestion de l'image locale a été estimée cruciale dans un marché de plus en plus global. Cette image était liée aux ressources culturelles et à l'animation du centre-ville. Si la désindustrialisation touchait le retrait de la production du lieu et si les économies « post-industrielles » touchaient les travailleurs sans entraves du secteur des services, alors les villes ayant une mauvaise image seraient défaites. Malheureusement, et c'est encore un problème, les autorités locales n'avaient souvent qu'une faible connaissance du secteur culturel, qui, dans les politiques locales, fut déplacé d'une position périphérique à une place centrale. Des tensions ont été provoquées à l'intérieur du secteur culturel, lorsque ceux qui travaillent dans le champ culturel ont été confrontés à tout un ensemble nouveau de demandes externes et d'indicateurs de succès. Des tensions sont également apparues au plan local, lorsqu'il a été donné priorité à la « haute culture » dans les programmes de financement. De plus, des tensions se sont créées dans la

sphère politique lorsque les aménageurs, formés à traiter de la ville comme d'un système de facteurs objectifs, ont été confrontés à des notions comme celles de cultures urbaines et d'espaces urbains dont bien peu étaient capables de traiter, sans moyens de dialogue institués entre aménageurs et producteurs culturels. Chaque ville avait besoin d'une salle de concerts ou d'un nouveau théâtre, chaque ville avait un festival sur tel ou tel thème, mais partout, au cours de ce processus, chaque ville se fit la pourvoyeuse des aimables aspirations d'une classe anonyme de cadres.

Si les aménageurs étaient confrontés à une demande portant sur les cultures et les espaces urbains, ce qui exigeait des approches plus fluides de la réglementation, les

3. D'autres explications de ces effets préjudiciables peuvent être trouvées dans, David Harvey, *The Condition of Postmodernity*, 1989.

4. Voir *Loft Living* par Sharon Zukin, 1981.

pressions les plus immédiates et les plus puissantes pour un retrait de la réglementation provenaient du marché. Au cours des années 1980, le centre-ville (inégalement) revalorisé est apparu comme un nouveau paysage de bâtiments, d'entreprises et de signes ayant trait à l'organisation et la mise en valeur de la consommation. Cette économie de consommation (distribution et marketing), à la différence de l'économie de production et d'échange de biens (fabrication et commerce) a une relation beaucoup plus faible au local. Dans cette nouvelle économie de consommation, les grands acteurs étaient globaux et par leur implantation au cœur du nouveau centre-ville, ils redessinaient radicalement les frontières du local et du global à l'intérieur de la ville. Il ne s'agissait pas seulement du fait que tous les centres-villes commençaient à se ressembler, mais de ce que la relation au local mobilisée dans cette consommation globalisée devenait de plus en plus ténue.

Les activités qui avaient antérieurement été considérées comme secondaires ou marginales pour la vie économique «réelle» de la ville commençaient à mettre en question ce que la ville (à la fois en tant qu'universelle et que réalité particulière) pourrait et devrait être. Il en était de même du renforcement de la valeur accordée à la centralité. Fondamentalement, ce «nouvel urbanisme» était une idée adoptée par d'autres que les politiques et les aménageurs. Il ouvrait des espaces où pouvait émerger une création culturelle et une activité entrepreneuriale locales. Ce sont là des espaces économiques et culturels qui négocient le territoire situé aux marges de l'économie formelle et informelle et qui restent fréquemment non décelés, lorsqu'on a recours à des méthodologies traditionnelles et à des indices anciens. Cependant, c'est dans ces espaces que la créativité se développe. Ce sont ces espaces qui sont cruciaux pour la perpétuation de la différence et de l'identité locale. Ils sont difficiles à saisir et ne peuvent pas être fabriqués ou circonscrits. Ils sont souvent transitoires et insaisissables ; c'est cette propriété que les aménageurs et ceux qui sont chargés des réglementations trouvent difficile à comprendre.

Au cours des années 1980, la définition de la Culture a été en perpétuelle transformation, sous l'effet de sa marchandisation massive et des modes de vie radicalement transformés qui sont apparus depuis la fin des années 60. Dans ce contexte, les subventions de l'État et des collectivités locales à la culture ne pouvaient pas rester ce qu'elles étaient, ni en ce qui concernait leurs objectifs, ni en ce qui concernait les activités subventionnées, ni en ce qui concernait la forme sous laquelle elles étaient attribuées. Dans ce contexte, la politique culturelle devait être complètement repensée. Cette reformulation n'engageait pas seulement ceux qui étaient directement impliqués dans la «Culture», elle commençait aussi à poser question à ceux qui étaient impliqués dans la composition urbaine et l'aménagement urbain et aux agences concernées par le développement économique local. Mais alors que ces derniers groupes d'acteurs commençaient à être à la recherche de quelque chose nommé «culture», la bête

avait changé de forme. L'économie de la nuit est l'une de ces bêtes étranges.

Centres-villes, cultures urbaines

Les années 1980 ont vu la reconnaissance graduelle de la transformation du rôle de la culture dans la ville (et ailleurs). Les collectivités locales, les institutions culturelles, les entrepreneurs, c'est-à-dire tout à la fois les entreprises et les groupes qui les «chapeautent» comme les Chambres de Commerce, les groupes communautaires, les organismes de formation et, bien sûr, les artistes locaux, ont commencé à créer des réseaux fluides, souvent informels, et des regroupements à l'occasion de l'élaboration de stratégies culturelles (officielles et informelles) ayant pour objectif la «régénération» du centre-ville et (espérait-on) de la ville dans son ensemble.

Ce rôle de la culture dans la «régénération» a été défini en fonction de son apport à l'environnement construit, en fonction des avantages économiques provenant des arts et du secteur des industries culturelles, et en termes de reconstruction de l'image de la ville au niveau national et international. Durant les années 1980 et au début des années 1990 tout ceci était, à l'exception probable de Londres, souvent imposé d'en haut et dirigé conformément au langage de la comptabilité. Or, de même que les ressources profondes d'une ville résident dans les compétences et la créativité de ses habitants (pour qui les stratégies culturelles doivent être centrales), de même l'animation culturelle d'une ville repose sur l'*identification* et l'*implication* de ceux qui la créent.

Les anciens symboles civiques des grandes villes du nord ne fonctionnent plus comme indices d'un lieu et d'une ambition culturelle unifiée. Personne ne croit qu'ils puissent être «mis à jour». Nous sommes dans une société trop complexe et trop bien informée de la petitesse, de l'absence de pouvoir du local. Mais toute stratégie de régénération du centre-ville, en tant qu'espace culturellement animé et ouvert, doit envisager sa fonction comme celle d'un centre pour ses habitants et développer une nouvelle capacité de réponse à leurs besoins et désirs changeants. Elle doit envisager la manière dont ses espaces peuvent fournir la plus large accessibilité à une grande diversité de personnes et de groupes sociaux, et elle doit envisager comment la production, la distribution et la consommation de la culture dans la ville peuvent commencer à articuler un sens local du lieu dans ses nouvelles interactions avec la sphère globale. Ce n'est que par l'implication des habitants qu'un nouveau sens du lieu, une nouvelle culture publique peuvent émerger.

Les aménageurs ne peuvent produire ou programmer la culture. Si les cultures locales doivent être mises à contribution pour régénérer la ville, une réorganisation du processus de programmation doit être entreprise. Comme l'affirmait Franco Bianchini lors de sa conférence de 1993 :

«Je pense que nous avons à laisser la culture changer la façon dont l'urbanisme et les politiques urbaines sont formulés. Cela signifie probablement que l'urbanisme et les politiques urbaines doivent se rapprocher davantage de ce qu'est la culture de la ville elle-même: plus flexible, plus ouverte, plus holistique, plus orientée vers l'innovation pluraliste et peut-être plus cultivée.»⁵

Les aménageurs et les responsables de la réglementation doivent veiller au développement de nouveaux modèles d'emploi et de nouveaux styles de vie, plutôt que de les confiner dans des orthodoxies redondantes. Pour l'essentiel, de nouveaux modes de gouvernance urbaine devront apparaître; des modes qui recoupent les spécialisations professionnelles traditionnelles, révèlent de nouvelles voies de communication et commencent à former à l'échelle de la ville des coalitions d'artistes, de promoteurs, d'entrepreneurs, de groupes communautaires et culturels. Une réappréciation des réseaux désordonnés des cultures locales devrait fournir la clé permettant de créer de nouveaux liens sociaux essentiels à des villes stables, accueillantes.

Il est également important de reconnaître de nouvelles relations globales. La culture, comme le capital, n'est plus confinée dans les limites de la ville, de la région, de la nation. Si l'État-Nation est aujourd'hui trop grand et trop petit, alors les anciennes oppositions entre capitale et province, entre métropole et ville en stagnation ne tiennent plus. Manchester, par exemple, qui est devenue «provinciale» à partir des années 1870 avec l'essor de Londres comme nouvelle sorte de ville mondiale (Briggs, 1963; Sassen, 1991), peut être confrontée à sa crise d'identité de ville ouvrière sans travail, mais elle le fait dans un nouvel espace national et international (ou plutôt inter-régional) où la déconstruction de l'opposition entre le Nord et le Sud implique New York, Barcelone, Glasgow et Ibiza, tout autant que Londres. Le sens d'un espace local lié plus intimement à d'autres cultures par la consommation, les médias, les voyages et les migrations peut donner naissance à de nouveaux niveaux ou de nouveaux courants d'activité créative et entrepreneuriale.

La ville de la nuit d'épouvante ?

L'expérience de l'espace «urbain» et de l'espace public la nuit n'est pas universelle – pas même en «Europe». Les attitudes à l'égard du plaisir, à l'égard du péché (ou des fautes légères), de la sexualité (masculine et féminine), de la socialité dans l'espace civique, de la possibilité de lier plaisir et espace civique, l'attitude à l'égard des villes, des foules, du mélange des classes, l'anxiété qu'apportent des identités changeantes, la peur du charlatan, de l'escroc, de l'arriviste, des «rois de la nuit», tout ceci représente des histoires qui jusqu'à présent n'ont pas été écrites. Elles désignent deux choses: premièrement que l'économie de la nuit fait partie d'une économie sociale et culturelle plus générale; deuxièmement, que la promotion de l'urbanité et d'une vie nocturne brillante

dans les nouveaux centres-villes doit être examinée d'une manière plus critique.

Bien que la ville se soit transformée de centre de production en centre de consommation, les autorités chargées de la réglementation peuvent ne pas le réaliser automatiquement ou opérer les changements nécessaires pour s'adapter à cette situation. L'économie est articulée et liée d'une manière complexe à la culture et à la structure sociale. De la même façon que les aménageurs ont été confrontés à une «culture» dont ils ne savaient que peu de choses, les magistrats et la police, comme les autres agences chargées de la réglementation, peuvent avoir une attitude plus que réservée à l'égard d'une demande croissante de «dérégulation». Cela a récemment été souligné dans un article pour *Demos*, où Ken Worpole et Liz Greenhalgh affirment que:

«Le changement des modèles d'emploi et de loisir qui produisent une multiplicité de styles de vie, dont beaucoup sont de plus en plus pratiqués la nuit plutôt que le jour, crée une pression supplémentaire qui devrait être prise en compte. Les revendications en faveur de la ville des vingt-quatre heures devraient être prises en compte, plutôt que tolérées pour imposer de force les conceptions antérieures d'organisation» (*Demos Quarterly*, n° 9, 1996).

Certains quartiers de la ville peuvent souhaiter et/ou se positionner pour bénéficier de la ville comme lieu de réjouissances, mais d'autres peuvent la considérer comme la réaffirmation d'une menace. Ici des descriptions spécifiques sont nécessaires. Nous avons tous en tête des histoires de conflits et de résistances au changement, mais il reste nécessaire d'entreprendre des recherches plus approfondies⁶. Mais là où des modifications de la structure de la réglementation ont été entreprises, par exemple par l'assouplissement temporaire des règlements concernant l'attribution des licences à Manchester en 1993 et de nouveau pendant l'«Euro 96», la recherche a montré qu'un net avantage public peut être obtenu. La réglementation des licences est l'incarnation de cette peur de la nuit et de la mauvaise volonté à faire confiance à l'individu dans la ville. À une époque de dérégulation et d'«économies flexibles», les licences de débits de boissons se détachent comme une butte-témoin d'inflexibilité, une cage de fer de règles souvent conflictuelles et contradictoires contraignant l'usage du temps, de l'espace et les choix individuels et collectifs. Jusqu'à ce que les revendications pour une mise à plat complète des horaires d'ouverture reçoivent une réponse, l'usage créatif du temps, les nouveaux rythmes urbains et les nouveaux potentiels pour la ville demeureront largement inexploités⁷.

5. In *Towards the 24 Hour City*, MIPC, 1994, p. 152.

6. Voir les suggestions de Franco Bianchini pour organiser des recherches appliquées dans ce domaine dans *Towards the 24 Hour City*, MIPC, 1994.

7. Pour une revue critique des pratiques d'attribution des licences et l'utilisation créative de la législation actuelle, voir *Soft city, hard city? The flexibility of permitted hours for UK cities*, MIPC, 1996.

De nombreux débats se sont tenus pour savoir dans quelle mesure les villes britanniques et celles de l'Europe du nord industriel avaient jamais eu des espaces publics de sociabilité et de quelle manière cela peut avoir contribué à les rendre plus sombres que celles des pays latins qui ont une forte tradition civique (et un climat plus chaud). Mais c'est en Grande-Bretagne que la sphère publique est apparue. La promenade, le café, l'auberge ont été d'une importance cruciale pour le développement de la convivialité et de l'accessibilité de la ville. La réglementation s'est imposée pour une large part sous les pressions de l'industrialisation, mais il existe de nombreuses descriptions de villes comme Manchester et Glasgow dans les années 1960 où les clubs, les pubs, les cafés se multipliaient – et le rang d'âge de ceux qui venaient dans le centre était beaucoup plus large qu'il ne l'est aujourd'hui. Mais les centres-villes animés des années 1960 ont souvent été désertés au cours des années 1970. Il existait de nombreuses raisons à cela : le retrait des individus dans les loisirs privés – que ce soit par la TV, la suburbanisation, le plus grand attrait et le plus grand confort des activités domestiques – ou le renforcement général des contraintes réglementaires – un urbanisme dépourvu de qualités, trop d'urbanisme, des restrictions à l'ouverture des commerces et des marchés et une police trop zélée.

Ainsi le caractère imperceptible de la vie nocturne s'est transformé en pathologisation des centres-villes, segmentés par ces groupes résiduels qui utilisaient la ville – jeunes, prostituées, drogués, etc. : l'image de la ville britannique la nuit était scellée. Étude après étude, on montrait que la majorité des femmes et des personnes âgées n'allaient pas dans le centre par peur de la violence (masculine). Dans ce contexte, la police considérait la situation comme celle où la délinquance et les comportements déviants (alcooliques) étaient généralisés, en particulier de la part des jeunes ouvriers. Des rues vides produisaient des rues insécures et c'est ainsi que s'est réalisée l'érosion graduelle de ce qui avait été une culture de centre-ville vibrante, même si elle était quelque peu désordonnée. Toute tentative pour « réformer » la ville la nuit aurait à traiter ces problèmes tout autant que le développement des arts et des stratégies culturelles ou le réaménagement du tissu urbain.

Dans les années 1980, on avait affaire à une économie conduite par le capital et un marché dominant. Ils doivent maintenant commencer à parler aux propriétaires de

boîtes de nuit et aux gérants de bars, aux animateurs culturels, aux plasticiens, aux artistes, aux musiciens et autres « communautés d'intérêt ». Mais ils devraient prendre langue, non comme « autorités attribuant les licences » à de possibles poseurs de problèmes, mais en tant que partenaires de la régénération du centre-ville. Cela a commencé à se produire dans certains quartiers de Londres, à Manchester et à Leeds ; où l'expérimentation effectuée sur la négociation des licences a conduit à une réduction importante de la délinquance *et* à un accroissement du nombre et un élargissement des rangs d'âge des personnes fréquentant le centre⁹. Cela s'est produit pendant quelque temps à Glasgow et a stimulé la renaissance de la ville. Cela arrive dans des localités plus petites comme Kirklees et Cornwall, où les décisions locales d'aménagement sont prises dès les premiers stades des projets avec la participation des artistes, des universitaires et des groupes communautaires qui ne sont pas considérés comme les arbitres de concepts pré-ordonnés.

La promotion de l'économie de la nuit doit reconnaître qu'elle porte sur un espace public et que c'en est un par nature difficile à aménager. La nuit est un temps liminaire où le monde du travail est considéré comme perdant sa prise. Un temps de (pour) la transgression, un temps pour la



Des lieux où mettre en scène l'incertitude du temps.

dépense, un temps pour essayer d'être quelque chose que le jour peut ne pas vous laisser être, un temps pour rencontrer des gens que vous ne rencontreriez pas autrement, pour faire des choses que vos parents vous disent de ne pas faire,

8. Voir Charles Landry et Franco Bianchini, *The Creative City*, Demos, 1995.

9. À Manchester, deux périodes d'un mois de diffusion plus libérale des licences en 1993 et en 1996 ont coïncidé avec une réduction de 15 % des incidents liés à l'alcool et une réduction de 43 % de la délinquance globale dans le centre-ville au cours de cette période. (GMP, 1994).

que vos enfants sont trop jeunes pour comprendre. Cette invitation à la transgression, marginale dans la ville fordiste du travail, est centrale pour le consumérisme contemporain. Elle n'est plus organisée par l'économie fantôme de la nuit mais par les personnes morales de la journée. C'est un secteur économique dont tous les produits vous demandent maintenant de vous laisser aller (vers eux).

Nous avons déjà établi que la ville la nuit est un lieu de liberté individuelle. Liberté par rapport aux contraintes sociales, aux conventions et aux persécutions. C'est aussi un lieu d'expérimentation, à la fois personnelle et politique. Il est plus facile pour les autorités locales et pour d'autres agences d'expérimenter politiquement dans la cadre de l'économie de la nuit. C'est le lieu où expérimenter des régimes d'aménagement, des horaires, des emplois du temps nouveaux. C'est le lieu où essayer de nouveaux flux de circulation et un nouveau mode de gestion des transports, de nouveaux horaires d'ouverture des magasins et une nouvelle réglementation du stationnement, d'étaler le fardeau de la ville, de penser différemment.

Dans la réorientation de la ville vers le plaisir, il est facile de la définir en termes purement consuméristes, comme espace de consommation dont les indésirables sont exclus. Le problème a souvent été envisagé en termes de «jeunes» et d'«indésirables», lorsque la volonté d'attirer les personnes d'âge moyen et les classes moyennes dans le centre revient d'une façon ou d'une autre à les soustraire à la présence de ces groupes ou même de faire disparaître cet objet offensant (comme quelques villes ont tenté de le faire).

Les villes, la nuit, ne pourront jamais reproduire les espaces aseptisés de la consommation privatisée, si familiers le jour; et cela ne devrait pas leur être demandé. La fluidité et l'inversion des paramètres résistent à une telle

prescription. Les centre-villes appellent un certain niveau de civilité et de tolérance dans l'interaction de groupes et d'individus différents. Mais il doit également exister concernant la mixité avec des personnes avec lesquelles vous n'auriez normalement pas de rapports et le spectacle des choses et de personnes que nous n'approuveriez pas normalement. Il peut être nécessaire de réapprendre ces compétences, mais cela peut être considéré comme une opportunité favorable et non comme une menace.

Ce milieu confus, désordonné, est l'espace civique de la fin du XXe siècle. Une des questions cruciales de nos villes est de savoir si ce nouvel espace public peut fonctionner dans les corps, dans les rues, ou s'il ne s'agit que d'une nostalgie pour une ville du XIXe siècle qui n'a jamais existé.

Franco Bianchini à la fin de la première conférence de 1993 se demandait si les délégués voulaient s'intéresser à une solution d'ensemble ou s'ils ne souhaitaient qu'une autre solution technique. Il posait une question qui suppose la répétition :

«Voulons-nous une ville flexible, ouverte, pleine de ressources, d'un développement durable et créative ou voulons-nous une ville d'heures de pointe, d'embouteillages, avec un centre-ville dangeureux et déserté et des styles de vie suburbains aseptisés et policés?»

La transformation des attitudes nécessaire pour réaliser le plein potentiel de la ville et de l'économie nocturne reste à accomplir et les ressources à réunir pour que cela se produise n'ont pas encore été trouvées. Peut-être le seront-elles bientôt ?

Justin O'Connor

Traduit de l'anglais par Hervé Maury

> **Justin O'Connor**, sociologue et historien, dirige l'Institut d'enseignement et de recherche consacré aux cultures populaires à l'Université métropolitaine de Manchester. Ses recherches portent sur les politiques culturelles dans les régions industrielles en reconversion, et sur le rôle des facteurs culturels dans le développement économique.